

LES PRIX S'ENVOLENT, LES EXPLOITATIONS AGRICOLES SOUS PRESSION !





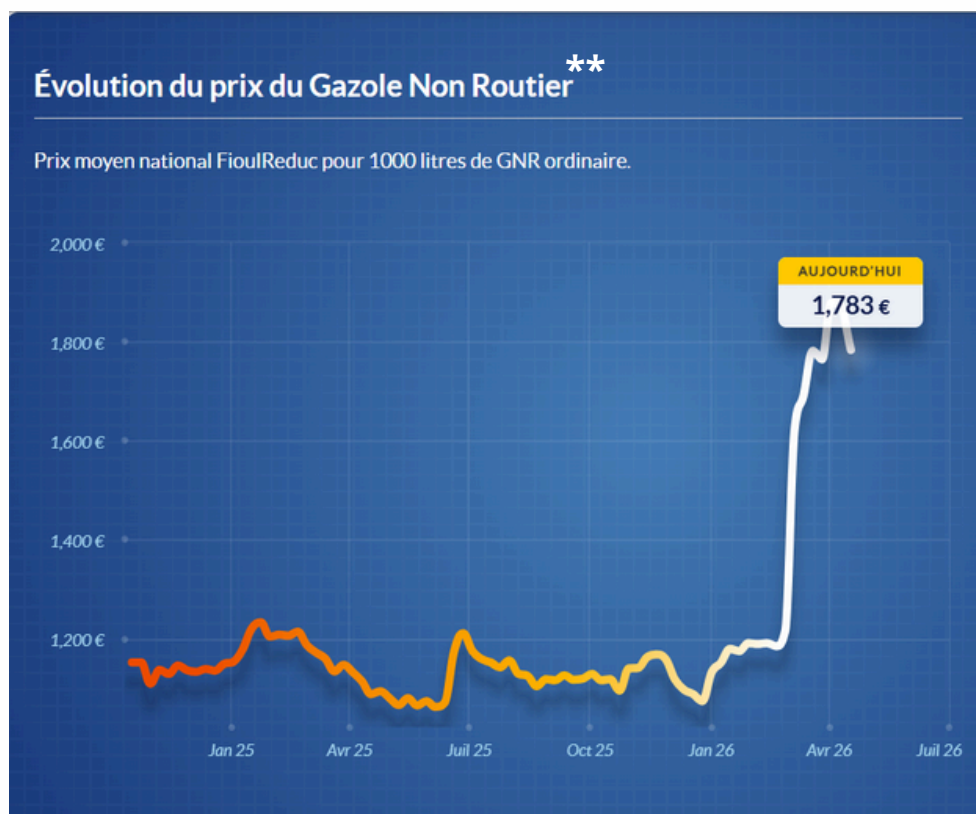
GNR : une augmentation de 108% en moins de 2 mois

Le samedi 28 février 2026, les États-Unis et Israël rentrent en guerre contre l'Iran. Dès le lundi 2 mars, les agriculteurs ont pu constater une hausse du prix du GNR.

Une semaine après le début de la guerre, le constat est sans appel **+50€ par jour** pour 1000L soit une augmentation en moyenne de 250€ en une semaine.

- Le 17 février prix du GNR* : 691.66€ HT / 1000L après déduction de l'accise (soit 830€ TTC/1000 L).
- Le 17 mars prix du GNR* : 1089€ HT / 1000L après déduction de l'accise (soit 1306.80€ TTC/1000L).
- Le 7 avril prix du GNR* : 1440€ HT / 1000L après déduction de l'accise (soit 1728.00€ TTC / 1000L).

Entre le 17 février et le 7 avril, les agriculteurs ont subi une augmentation de 108%.



Une augmentation fulgurante qui arrive à une période stratégique pour les agriculteurs avec les travaux de printemps. Les exploitations dépendent directement du carburant pour semer, fertiliser et récolter afin de nourrir les animaux.

*Prix donnés dans le cadre de l'opération achats groupés GNR B7 supérieur de la FDSEA de l'Aveyron

** <https://www.fioulreduc.com/prix-gnr>



Dès le 4 mars, le réseau FNSEA et JA alertent sur les hausses importantes chez certains fournisseurs, bien au-delà des quelques centimes annoncés.

Les JA et la FNSEA ont alors demandé au Ministre de l'Économie :

- de faire toute la transparence sur l'évolution réelle des prix du GNR et des carburants professionnels ;
- de renforcer immédiatement les contrôles pour éviter toute hausse abusive.

Le 12 mars, la FNSEA et les JA ont formulé 4 demandes claires au Gouvernement lors d'une réunion d'urgence avec les ministres de l'agriculture et de l'énergie sur les prix du gazole :

- Un message clair du Gouvernement confirmant qu'il n'y a pas de pénurie de GNR, afin que les distributeurs honorent les commandes, notamment groupées.
- Faire en sorte que les prix baissent aussi vite qu'ils ont augmenté, avec la détente des marchés.
- Supprimer les taxes sur les engrais importés (MACF, antidumping...).
- Mettre en place des souplesses réglementaires immédiates pour alléger les charges des exploitations.

Le 24 mars, la ministre de l'agriculture annonce des mesures indirectes comme les reports des charges et des prêts, la mise en place d'un prêt carburant à court terme « le prêt Flash Carburant ».

Des mesures qui ne font que différer les difficultés sans y répondre. Aucune réponse concrète sur le prix du GNR, la compétitivité ou le poids de la taxe MACF.

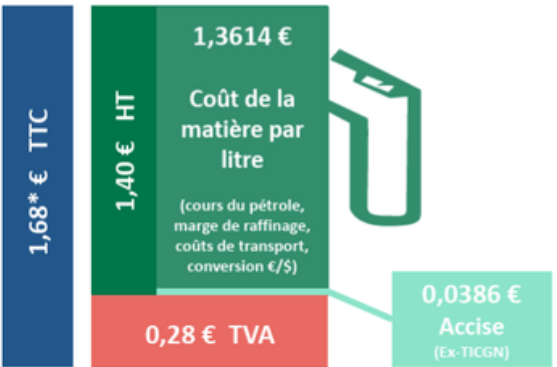
Quelques jours plus tard, le gouvernement annonce faire le choix de renoncer à la perception du droit d'accise sur le gazole non routier agricole afin d'apporter un soutien immédiat à la trésorerie des exploitations, en réduisant directement les prix à la pompe pour tous les exploitants.

Autrement dit les agriculteurs voient le prix du GNR diminuer de 0.0386 € soit 4 centimes par litre quand ils ont subi une augmentation de 0.898€ / L (1.728-0.83) entre le 17 février et le 7 avril. Une mesure dérisoire !!!!!

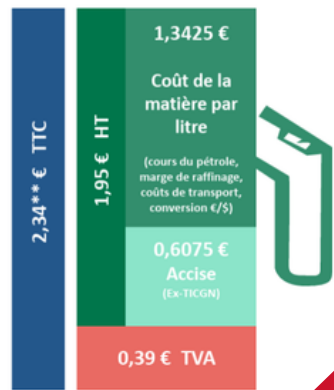
La FDSEA et les JA Aveyron demandent d'aller bien au-delà de l'aide de 4 centimes par litre sur le GNR, que nous jugons totalement inappropriée.

Comparaison : prix de marché à la pompe - avril 2026***

Décomposition **prix du litre de GNR**
Coût de la matière : 97 % du prix HT



Décomposition **prix du litre de Gazole**
Coût de la matière : 69 % du prix TTC



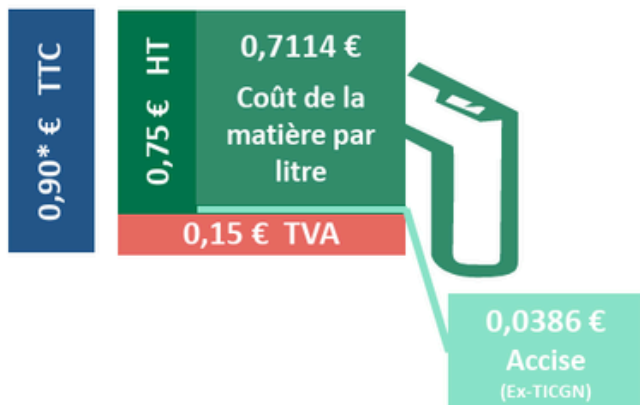
*** FNSEA



Comparaison : prix de marché à la pompe - décembre 2025***

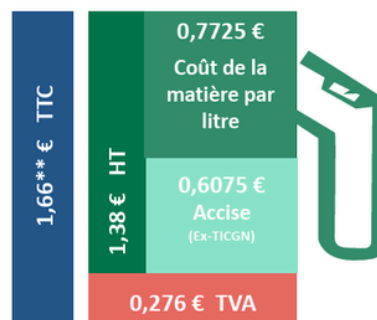
Décomposition prix du litre de GNR

Coût de la matière : 95 % du prix TTC



Décomposition prix du litre de Gazole

Coût de la matière : 56 % du prix TTC



Pour le Gazole, sur la période, le coût :

- De la matière première a augmenté de 74%
- De l'accise n'a pas augmenté

Le prix global a augmenté selon le poids relatif de chaque composante.

Pour le GNR, sur la période, le coût :

- De la matière première a augmenté de 91% (soit beaucoup plus que celle du gazole !)
- De l'accise n'a pas augmenté

Le montant de l'accise étant faible, le prix global est quasi exclusivement fixé par la matière, c'est pourquoi l'augmentation du coût total est très proche de celle de la matière première.

Au delà de l'augmentation du prix du GNR que subissent les agriculteurs directement en remplissant leurs cuves, ces derniers vont devoir également supporter l'augmentation du prix du GNR à travers leurs prestataires (CUMA, ETA...) lors des moissons notamment si le conflit persiste.

NOTRE DEMANDE :

Les JA et la FDSEA de l'Aveyron portent la demande du réseau national et demandent 30 centimes par litre pour l'ensemble des exploitations. Il n'y a aucune raison de laisser certains agriculteurs seuls face à cette flambée des coûts. L'État doit agir avec force pour permettre à tous les agriculteurs de passer ce cap et de préserver la souveraineté alimentaire.



L'URÉE : une augmentation de 56% en 1 an

L'engrais n'est pas épargné par ce contexte géopolitique.



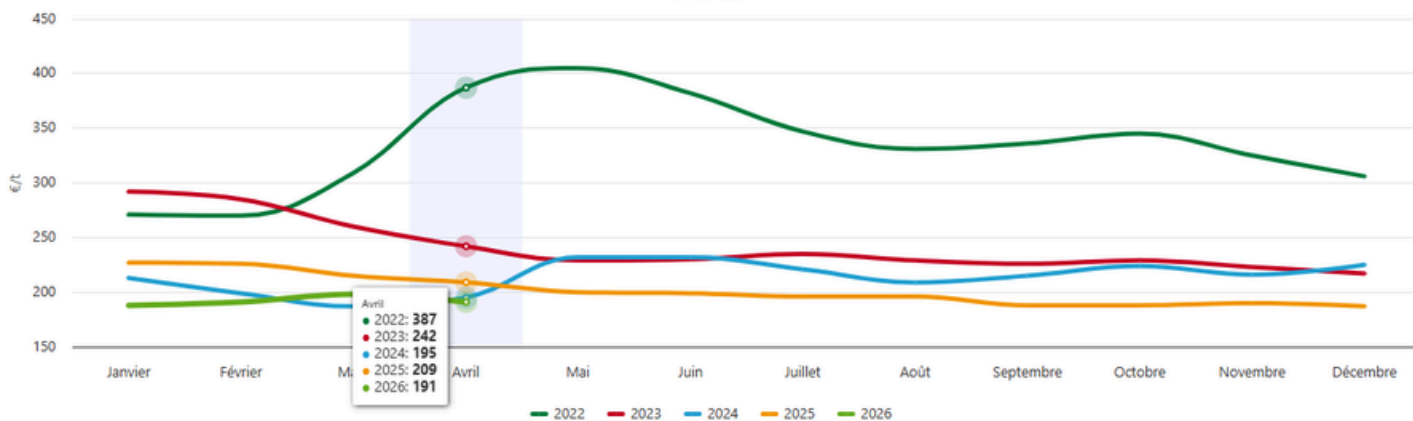
Evolution du prix des engrais⁽¹⁾

	Prix mars 2026 (€/t)	Evol / 1 mois (%)	Evol / mars 2025 (%)	Evol / mars 2024 (%)
Urée 46 N	660	+ 32%	+ 56%	+ 77%
Solution azotée 30 N	430	+ 19%	+ 27%	+ 81%
Ammonitrate 33,5 N	525	+ 14%	+ 22%	+ 45%

Pendant que le prix des engrais augmentent de manière exponentielle, le prix du blé tendre baisse.

Évolution pluriannuelle du cours physique du blé tendre⁽²⁾

Rendu Rouen



Highcharts.com

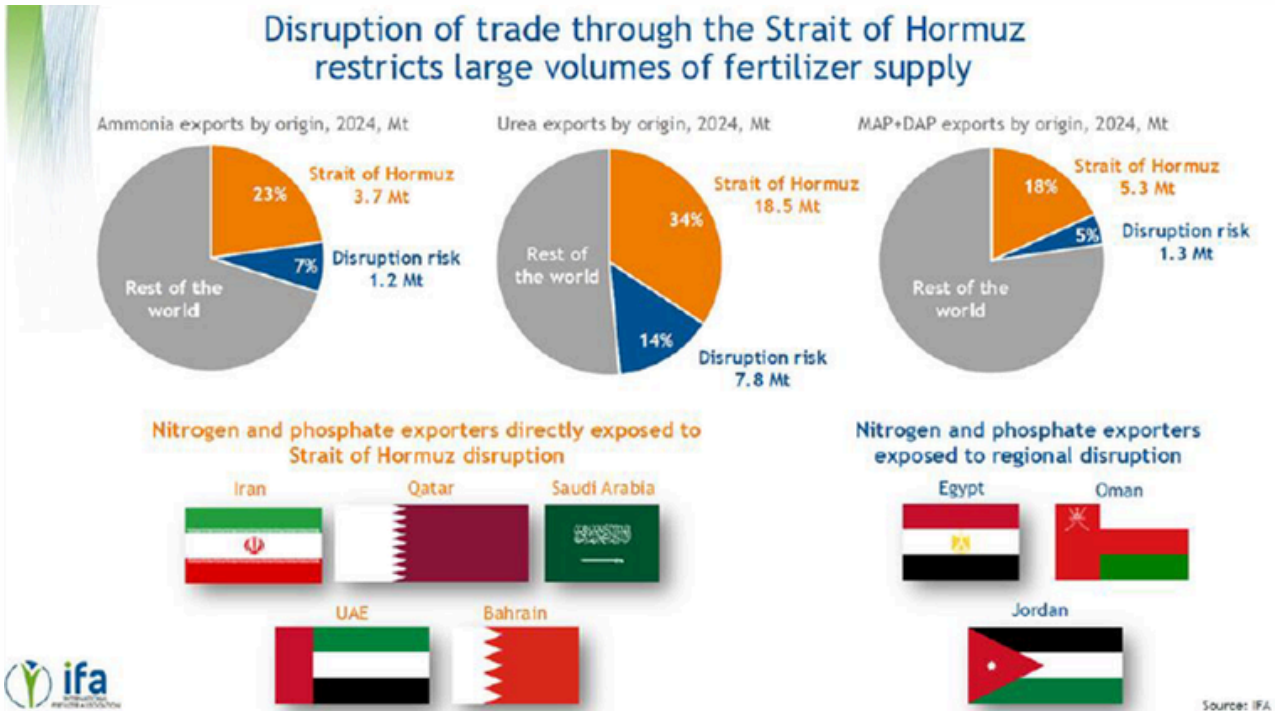
(1) Sources : AFCOME, La dépêche – Le Petit Meunier

(2) https://www.agro.basf.fr/fr/aide_a_la_decision/cours_et_marches/cours_et_marches_ble_tendre/



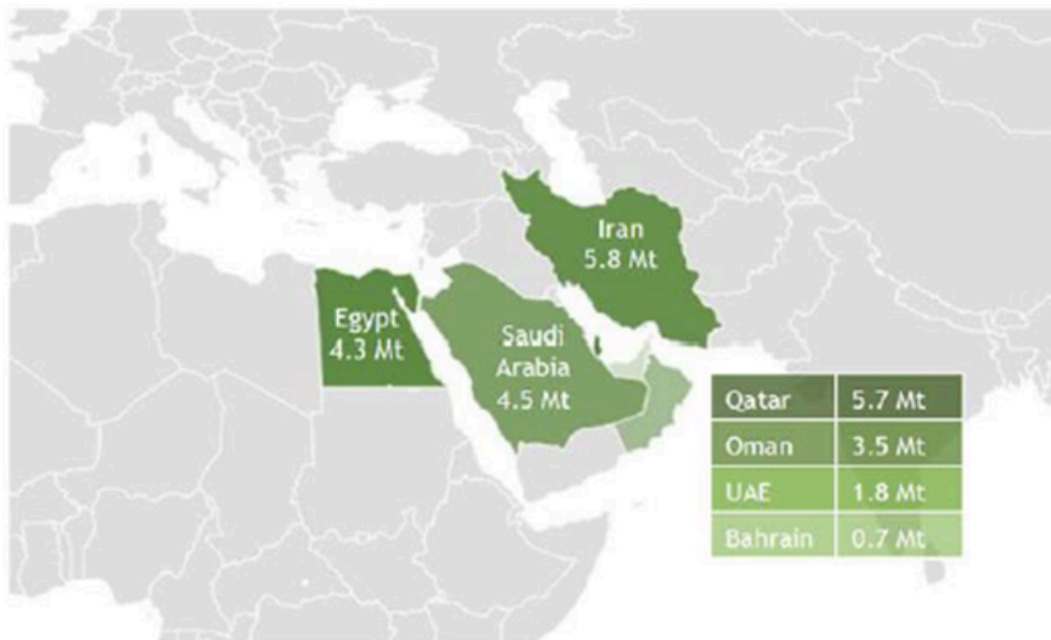
Volumes d'engrais transitant par le détroit d'Ormuz :

- 23% de l'ammoniac mondial
- 34% de l'urée mondiale
- 18% du MAP et DAP mondiaux



Exportations d'urée depuis le Moyen Orient :

Middle East urea exports, 2024, '000 tonnes





Avec l'Iran, l'Arabie Saoudite, le Qatar, l'Oman, l'Emirats arabes unis et le Bahrain, ce sont 22 millions de tonnes d'urée exportés depuis le Moyen-Orient et aujourd'hui bloqués par le conflit.

La consommation en France correspond 2 millions de tonnes.

Un marché haussier porté par le contexte de la guerre au Moyen-Orient avec la suspension du MACF écartée à date par l'Union Européenne.

A noter qu'un retour à la normale prendra du temps :

- Car des unités de productions de gaz et d'engrais ont été ciblées par des frappes iraniennes et on ne maîtrise pas les efforts nécessaires pour réparer et remettre en pleine capacité de production.
- Car la demande de l'Inde est bien présente.

NOTRE DEMANDE :

La FDSEA et les JA Aveyron demandent la suspension ou la compensation du MACF sur les engrais afin de préserver la compétitivité française.

NOTRE DEMANDE PLUS GÉNÉRALE :

La FDSEA et les JA Aveyron demandent la réouverture des négociations commerciales pour répercuter, comme tous les autres acteurs, la hausse des charges.

EN CONCLUSION :

Nous ne voulons pas de mesures qui déplacent la pression de la hausse des charges dans le temps. Il est urgent que l'État mesure la gravité de la situation et agisse afin de proposer des mesures concrètes et à effet immédiat pour l'ensemble des exploitations agricoles.

L'inaction actuelle de l'État met en péril la pérennité des systèmes d'exploitations français et aveyronnais en place mais pourra à moyen terme freiner l'installation de nouveaux agriculteurs.

L'agriculture et la souveraineté alimentaires françaises sont en sursis !



Contacts presse :

Marie-Amélie Viargues, présidente de la FDSEA de l'Aveyron : 06 78 46 45 06

Clémence Bernié, présidente des Jeunes Agriculteurs Aveyron : 06 83 69 24 38

Nathalie Puech, chargée de communication de la FDSEA de l'Aveyron : 07 69 20 22 86